



Reformes Pour le Financement des Droits de Tirage Spéciaux (Dts) dans le Cadre de la Récupération Économique du Ghana

Auteurs : Peter Quartey ; Richmond Atta-Ankomah ; et Gloria Afful-Mensah

Avril 2024/ No.SDRf-002

Messages clés

1. La pandémie de covid-19, la dette extérieure croissante et la guerre entre la Russie et l'Ukraine ont exacerbé les difficultés économiques du Ghana, entraînant des niveaux sans précédent de déséquilibres macroéconomiques.
2. La reprise économique du Ghana et sa quête d'une croissance soutenue nécessitent une source de financement moins coûteuse, ce qui fait du DTS une option intéressante.
3. Une révision du système d'allocation des DTS qui rendrait l'allocation sensible aux besoins et aux chocs spécifiques à la région permettrait de sauver de nombreux pays du Sud, y compris le Ghana.

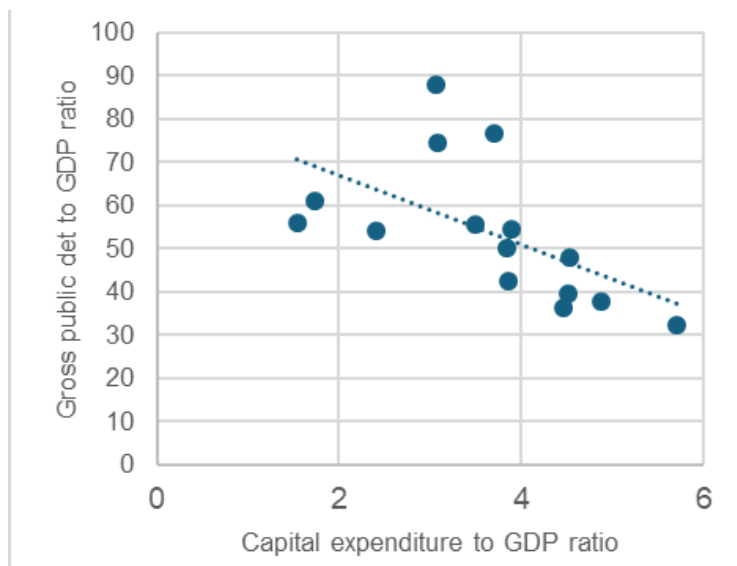
4. Le gouvernement doit mettre en œuvre des stratégies innovantes pour améliorer la mobilisation des recettes nationales, garantir des mesures fiscales prudentes, améliorer l'efficacité des dépenses publiques et éliminer l'orgueil politique et la propagande quant à la demande d'aide auprès du FMI.

Quel est l'état de l'économie ghanéenne ?

En 2022, l'économie ghanéenne a enregistré les pires performances des trois dernières décennies, comme en témoignent les niveaux sans précédent des déséquilibres macroéconomiques. Bien qu'il y ait eu des signes de dérapage fiscal vers la fin de 2019, les faiblesses structurelles du domaine fiscal du pays ont été exposées et affaiblies par la triple crise - la pandémie de covid-19, la guerre Russie-Ukraine et les chocs climatiques croissants. En outre, les niveaux insoutenables de la dette publique, en particulier l'augmentation de la dette extérieure, ont conduit à une augmentation constante du montant des recettes publiques consacrées au paiement des dettes. Le fait de consacrer une part croissante des recettes de l'économie au paiement de la dette a entraîné une diminution de la part des investissements publics dans les infrastructures et les services sociaux (voir les figures 1 et 2). Cette situation semble avoir incité le gouvernement à emprunter davantage. En mai 2023, le FMI a classé le pays dans la catégorie des pays en situation de surendettement.

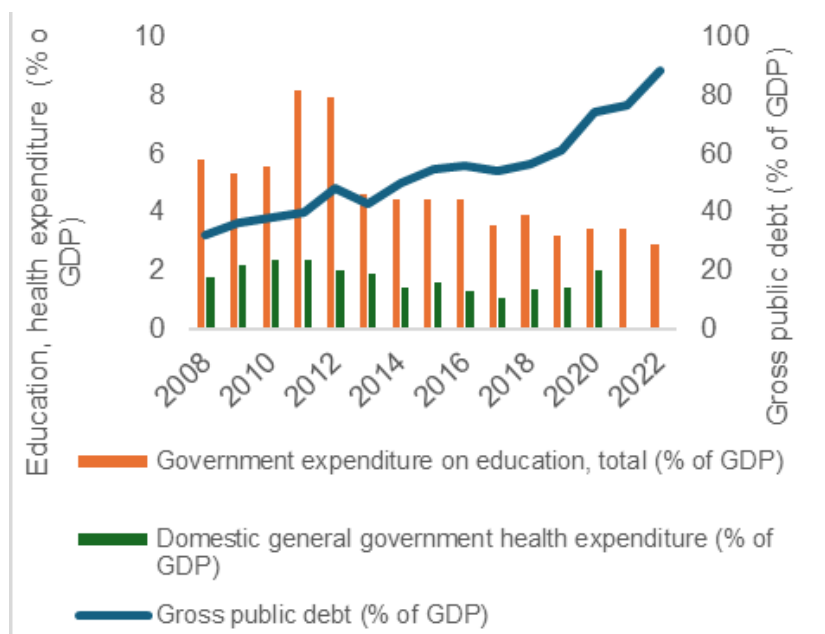
Dans le cadre des mesures visant à ramener l'économie sur la voie d'une croissance soutenue, le gouvernement ghanéen a entamé des négociations avec le FMI pour un programme de 3 milliards de dollars (MoFEP, 2022),

Figure 1 : Diagramme de dispersion des dépenses en capital et de la dette publique (% du PIB), 2008 - 2022



Source des données : Ministère des finances ; Banque du Ghana

Figure 2 : Evolution de la dette publique, des dépenses de santé et d'éducation (% du PIB), 2008 -2022



Source des données : WDI, Ministère des Finances

entre autres, la restructuration de la dette intérieure et extérieure. Le 17 mai 2023, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un accord triennal de 3 milliards de dollars (2,242 milliards de DTS) au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) pour le Ghana, et le premier décaissement d'environ 600 millions de dollars (451,4 millions de DTS) a été effectué immédiatement. La deuxième tranche est attendue après une restructuration réussie de la dette extérieure. Une réunion avec les créanciers extérieurs du Ghana pour discuter de la restructuration de la dette d'environ 5,4 milliards de dollars est donc prévue pour le 8 janvier 2024.

Depuis le début du programme de soutien du FMI, certains progrès macroéconomiques ont été réalisés. Par exemple, l'inflation était de 26,4% en novembre 2023 contre 54,1% en décembre 2022 ; le taux de dépréciation cumulé du cedi ghanéen par rapport au dollar américain entre janvier et septembre 2023 était de 28,4% contre 49,4 % pour la même période en 2022 (Bank of Ghana, 2023). Malgré ces avancées et le processus de redressement en place, il est important de réfléchir à des sources alternatives de financement pour une croissance et un développement durables.

Quelles sont les options de financement disponibles ?

Depuis que le Ghana a atteint le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2011, le pays a cessé de bénéficier d'une partie de l'aide au développement de l'étranger. Par conséquent, le marché international des capitaux (MIC) et les accords multilatéraux sont devenus les principales sources de financement externe. Malheureusement, en raison des niveaux d'endettement insoutenables et des abaissements constants de la notation du pays par des agences de crédit telles que Fitch, Moody's et Standard & Poors, le Ghana a été exclu du MCI (en particulier du marché des Eurobonds), ce qui a réduit les options de financement disponibles pour le pays. Entre-temps, la mobilisation des recettes nationales est restée faible en raison de contraintes structurelles au sein de l'économie locale. En réalité, les options de financement disponibles sont très limitées : emprunter au niveau national, ce qui risque d'évincer le secteur privé, ou recourir à des accords multilatéraux/bilatéraux.

Pourquoi le DTS est-il une option de financement importante ?

L'emprunt est presque inévitable pour tout pays, quel que soit son niveau de revenu, mais pour un pays comme le Ghana, l'emprunt stratégique est indispensable. Le processus de redressement a donc besoin d'un régime de financement moins coûteux qui offre des taux d'intérêt inférieurs à ceux des prêts commerciaux accordés aux pays plus risqués.

On peut soutenir que le DTS est une source de financement alternative relativement moins coûteuse. Le taux d'intérêt actuel du DTS est d'environ 4 %, ce qui est nettement moins cher que les 7 à 11 % appliqués à un Eurobond ghanéen. Le DTS est donc une option intéressante !

Quel est le problème ?

Des allocations inégales de DTS : Le DTS est caractérisé par une allocation inégale car l'allocation est basée sur une formule qui est déterminée par la quote-part ou la part des pays membres dans le Fonds. Par exemple, lors des dernières allocations effectuées en août 2021, les deux tiers de l'allocation totale de 650 milliards de dollars sont allés aux économies développées (plus précisément aux pays du G20), les États-Unis recevant à eux seuls 17 %, bien que l'utilisation du DTS par ces pays ait été historiquement faible. L'Afrique n'a reçu que 5,12 % du total des allocations, dont 1,16 % pour le Nigeria et l'Afrique du Sud, et environ 0,1 % pour le Ghana.

Conditions précaires et besoin désespéré d'alternatives de financement moins coûteuses) : De nombreux pays africains (dont le Ghana) ont un besoin urgent de fonds et ont utilisé leurs DTS plus que leurs allocations, alors que l'inverse est observé dans certains pays du Nord. Malheureusement, le Ghana (comme d'autres pays africains) n'a pas les moyens de s'adresser au marché commercial (même s'il était encore ouvert au pays).

Quelles réformes politiques avons-nous proposées ?

Allocations de droits de tirage spéciaux (DTS)

Réacheminement des DTS non utilisés vers ceux qui en ont besoin : Déjà, le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance (PRGT) et le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (RST) du FMI sont des innovations importantes qui offrent des options de financement plus conviviales pour les pays en développement en utilisant les DTS pour les États membres qui ne les utilisent pas. Nous suggérons que cela soit encouragé en vue d'élargir leur champ d'application et de promouvoir la pleine participation de tous les États membres ayant des DTS non utilisés.

Modification des modalités d'allocation des droits de tirage spéciaux (DTS): Comme indiqué précédemment, les allocations de DTS sont effectuées sur la base du système de quotas qui détermine la part d'un membre dans une allocation générale¹. Par

1 <https://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2022/IMF-Quotas> Consulté le 6 janvier 2024.

principe, même si cela peut sembler juste, les conditions précaires et les options de financement limitées des pays du Sud, en particulier de l'Afrique subsaharienne, font des DTS une option précieuse à explorer. Par conséquent, nous recommandons que la détermination de la part d'un membre prenne également en compte le « besoin » de fonds des pays membres.

Intégration des chocs spécifiques à la région : Dans l'histoire du DTS, il y a eu cinq allocations, composées de quatre allocations générales (1970-1972 ; 1979-1981; 2009 et 2021) et d'une allocation spéciale unique (2009), dont cette dernière a été faite au profit des pays membres qui ont adhéré après 1981. Entre-temps, les allocations générales ont généralement été accordées en réponse à des chocs mondiaux. Les hétérogénéités qui existent entre les régions rendent certaines régions plus prédisposées à certains chocs (par exemple, le changement climatique, les défis liés à l'adaptabilité au changement climatique, les conflits) ou peuvent même exacerber les conditions qui peuvent conduire à un impact disproportionné des chocs mondiaux. Il sera donc prudent que le système d'allocation tienne également compte des chocs, des vulnérabilités et de la capacité de résilience spécifiques à chaque région.

Réformes nationales

Intensifier la mobilisation des recettes nationales : Par rapport à la taille de l'économie, le montant des recettes générées ne s'est pas amélioré, du moins au cours de la dernière décennie au Ghana. Cela s'explique en partie par le caractère informel de l'économie ghanéenne (plus de 70 %). Bien que des efforts soient faits pour numériser l'économie, l'administration fiscale devrait être plus efficace afin de réduire les coûts liés à la collecte des impôts. L'intensification de l'éducation fiscale devrait viser l'économie informelle, qui est plus susceptible d'échapper à l'impôt. La transparence et la redevabilité du système fiscal à tous les niveaux seront utiles non seulement pour encourager les citoyens à payer l'impôt, mais aussi pour minimiser (ou éliminer) les activités de corruption de la part des fonctionnaires.

Mettre en œuvre des mesures de dépenses judicieuses : Les réformes en matière d'élaboration des politiques ne seront pas complètes si l'on ne se penche pas sur le volet des dépenses. Des mesures d'austérité rigoureuses doivent être mises en œuvre pour faire face aux déficits budgétaires. Par exemple, les dépenses non productives devraient être réduites de manière significative ; les effectifs du gouvernement devraient être réduits de manière significative (éventuellement entre 40 et 50 ministres) ; et la nécessité d'un audit continu de la masse salariale devrait être mise en place.

Éliminer la fierté politique et la propagande en ce qui concerne le recours au FMI : Bien que l'on puisse affirmer que l'assistance des institutions multilatérales telles que la Banque mondiale et le FMI ne constitue pas une solution à long terme, elle s'est avérée très utile à court et à moyen terme. Malheureusement, le recours au FMI a été politisé au Ghana et la propagande politique a fait de la demande d'aide un signe de faiblesse ou d'irresponsabilité de la part du gouvernement ou des gestionnaires de l'économie. Comme indiqué précédemment, le taux d'intérêt du DTS est inférieur ou égal à la moitié de celui offert par l'ICM. Le gouvernement et les autres parties prenantes devraient donc changer ce discours erroné, enterrer leur fierté et entamer des discussions à différents niveaux des réunions des communautés économiques régionales (telles que la CEDEAO et l'UA) afin de promouvoir des réformes qui rendront ces sources de financement moins coûteuses plus accessibles aux économies en développement.

Référence

Bank of Ghana (2023). Statistical Bulletin. <https://www.bog.gov.gh/publications/statistical-bulletin/> Consulté le 6 janvier 2024.

MoFEP (2022). Annual Public Debt Report for the 2022 Financial Year. <https://mofep.gov.gh/sites/default/files/reports/economic/2022-Annual-Public-Debt-Report.pdf> Consulté le 17 octobre 2023.

Remerciements

Ce projet a été réalisé dans le cadre d'études de cas nationales sur les preuves pour conduire des réformes pour le financement des droits de tirage spéciaux (DTS) dans la reprise économique de l'Afrique subsaharienne, initiées par le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA). Le projet a bénéficié du soutien financier et technique du CREA, ainsi que du soutien technique du Forum et du réseau africain sur la dette et le développement (AFRODAD). Le financement a été assuré par la Fondation Bill et Melinda Gates. Les auteurs remercient le professeur Abebe Shimeles et le Dr. Dinah Muchai pour leurs critiques et commentaires constructifs, l'équipe du CREA sur le projet (Sheila, Doris et Pamela) et les collègues des équipes d'Éthiopie, du Kenya et du Sénégal pour leurs commentaires et suggestions supplémentaires.



Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org